

Nous mettons dès maintenant sur pied un Comité consultatif permanent du commerce extérieur pour faciliter l'échange régulier d'informations et de conseils entre le gouvernement et le secteur privé sur des questions de commerce international.

Le Comité sera présidé par M. Walter Light, ex-président et directeur du conseil d'administration de la société Northern Telecom. Une vingtaine de comités sectoriels, formés des représentants du monde des affaires, des syndicats, d'associations de consommateurs, des industries culturelles, du secteur agricole, des milieux universitaires et d'organisations de recherche, contribueront aux travaux du Comité consultatif.

Il s'agit là du processus de négociation le plus ouvert dans l'histoire du Canada. Il ne pourra être couronné de succès que si nos négociateurs peuvent jauger l'impact de toute proposition mise de l'avant.

Jusqu'à maintenant, le gouvernement du Canada a invité les Américains à entamer des négociations au sujet du commerce entre nos deux pays. Il se peut qu'il n'y ait aucune négociation si le Congrès refuse d'examiner des arrangements qui limiteraient pour lui les occasions de menacer le Canada au moyen de projets de loi protectionnistes. Si les négociations s'engagent, il est possible qu'elles n'aboutissent à rien si Washington exige un prix que notre gouvernement n'est pas disposé à payer. Mais nous croyons que nous pouvons conclure un marché qui sera profitable pour le Canada. Nous n'entretenons toutefois aucune illusion. Les Américains négocieront ferme. Si nous ne pouvons conclure une affaire qui profiterait au Canada tout entier, alors nous déclinons l'offre.

Il s'agira de négociations commerciales entre deux pays distincts et souverains dont la coopération intelligente peut déboucher sur un plus grand nombre d'emplois, une croissance plus soutenue et une sécurité accrue de part et d'autre du 49^e parallèle. Les avantages économiques d'une libéralisation des échanges sont indéniables, mais nous savons tous que les nations modernes ne se réduisent pas à la chose économique. Le défi consistera à renforcer notre économie et notre souveraineté.

Comme le déclarait le Premier ministre en annonçant à la Chambre des communes l'intention du gouvernement de rechercher un accord commercial avec les États-Unis, "notre souveraineté politique, notre dispositif de programmes sociaux, notre lutte contre les disparités régionales, notre identité culturelle unique, notre caractère linguistique particulier, voilà les éléments qui constituent l'essence même du Canada. Ils ne sont pas en jeu dans les négociations que nous envisageons".